La Grande Relève

FONDÉ EN 1935

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

N° 1131 - mai 2012 SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Désinformation sur la dette grecque et les plans de sauvetage

Le **CADTM** *dénonce la mystification de la restructuration de la dette de la Grèce et appelle à constituer un large front social européen contre les politiques d'austérité.*

page 6 Premier tour

De **Guy Evrard**, *un bref regard de la campagne électorale au résultat du premier tour de l'élection présidentielle.*

• RÉFLEXION :

page 5 La leçon islandaise

Jean-Pierre Mon *salue le courage du peuple islandais, s'opposant à son gouvernement social–démocrate qui veut lui faire payer les folies des banquiers.*

page 8 La révolution est-elle encore possible ?

Bernard Blavette *pose cette question, compte tenu de la totale dépendance matérielle de l'homme du XXIè siècle.*

Un seul espoir demeure : se transformer en semeurs d'idées et de projets.

page 12 De la décroissance à la démocratie

Christiane Duc-Juveneton et **Claude Ramin** *résument un débat tenu lors d'un Café Repaire du pays d'Aix-en-Provenc.*

page 14 Lettre ouverte à Jean Ferrat

Philippe Torreton *n'en peut plus de voir souffrir la France, il l'écrit sur internet à Jean Ferrat qui l'a si bien chantée. Il espère pouvoir lui annoncer de bonnes nouvelles ce printemps.*

page 15 Courrier des lecteurs

PRIX en FRANCE 2,20 € **ISSN : 2117-5047** *commission paritaire* N°0413 I 83051

Désinformation sur la dette grecque et les plans "de sauvetage" :

Plus de 85% des créanciers privés (banques, assurances, fonds de pension…) ont accepté récemment de participer à la restructuration de la dette grecque en effaçant 107 milliards d'euros. Sur le papier, ces créanciers renonçaient ainsi à 53,5% de leurs créances. Mais contrairement aux apparences, le CADTM affirme que cette opération est surtout une bonne nouvelle pour les banques grecques et européennes (principalement françaises et allemandes), pas pour le peuple grec à qui on promet de nouvelles détériorations de ses conditions de vie.

En effet, les créanciers et le gouvernement grec ont mis en place un montage complexe : les créanciers privés échangent leurs titres grecs contre de nouveaux, d'une valeur (faciale) inférieure. Ainsi, pour une obligation échangée d'un montant initial de 100 euros, les créanciers vont recevoir un nouveau titre d'une valeur faciale de 46,5 euros. Mais loin de perdre à ce petit jeu, les créanciers privés troquent des titres qui se vendaient entre 15 et 30 euros sur le marché secondaire, pour des titres bien plus sûrs.

De surcroît, la Troïka octroie un nouveau prêt de 130 milliards… à la condition que le montant soit utilisé pour payer la dette et soutenir les banques ! Alors que tous les grands médias reprennent le refrain officiel selon lequel la dette grecque est réduite de 107 milliards d'euros, ils oublient d'intégrer ces 130 milliards de nouveaux crédits *qui viennent l'augmenter.* En bout de course, les créanciers privés s'en sortent très bien, ils sont remplacés par des créanciers publics internationaux (BCE, États de la zone euro, FMI) qui vont exercer une pression constante sur les autorités grecques afin d'aggraver les mesures antisociales.

De plus, alors qu'en cas de litige 85% des anciens titres dépendaient de la législation grecque, l'entièreté des nouveaux titres dépendra de la justice … de Londres ! L'objectif des créanciers est de limiter la possibilité de la Grèce de décréter un défaut de paiement ou une annulation.

Pour le CADTM, ce nouveau plan est une supercherie car, sous prétexte de venir en aide à la Grèce, il sauve la mise aux créanciers privés qui portent pourtant une lourde responsabilité dans l'endettement de la nation hellène. Les banques ont utilisé une partie de l'argent public (injecté afin de les sauver de la faillite en 2008-2009)… pour spéculer sur la dette grecque. Elles ont ainsi pu réaliser d'énormes profits, avant de pousser la Grèce vers la grave crise où elle est.

Selon le CADTM, tous les prêts de la Troïka à la Grèce octroyés depuis mai 2010 sont odieux, ils sont frappés de nullité parce qu'ils constituent une violation permanente des droits économiques, sociaux, civils et politiques des citoyens grecs.

Le CADTM tient une nouvelle fois à saluer le courage et la détermination du peuple grec qui lutte contre les politiques d'austérité inhumaines imposées par la Troïka. Le AAA des créanciers (Austérité Austérité Austérité) doit laisser la place au AAA des peuples : Audit Annulation Autre politique.

Pour le CADTM, la solution passe nécessairement par la mise en place d'une politique radicalement différente. En Grèce, comme dans les autres pays soumis à la Troïka, ***il faut mettre fin au remboursement de la dette*** et abandonner les mesures antisociales. Afin de lutter contre la campagne mensongère sur la crise grecque, il faut renforcer l'audit citoyen de la dette publique qui doit aboutir à la répudiation de la part illégitime ou odieuse. Le CADTM soutient pleinement la Campagne d'audit de la dette grecque et les comités d'audit qui se mettent en place dans plusieurs autres pays européens. Le CADTM appelle à multiplier les actions de solidarité avec le peuple grec et à constituer un large front social européen contre les politiques d'austérité.

LE COMITÉ POUR L'ANNULATION DE LA DETTE DU TIERS MONDE (CADTM).

Pour joindre le (CADTM) : (www.cadtm.org) :
en Belgique :Renaud Vivien, juriste, renaud@cadtm.org, 00 32 497 04 79 99, ou Eric Toussaint, président, eric.toussaint4@gmail.com, 00 32 486 74 47 52;
en France :Damien Millet, porte-parole du CADTM France, france@cadtm.org, 00 33 6 60 54 27 13
Comité Grec contre la Dette – CADTM Sonia Mitralia, animatrice du Comité grec contre la dette - CADTM, sonia.mitralia@gmail.com, 00 30 693 22 95 118 Yorgos Mitralias, giorgos.mitralias@gmail.com

Premier tour

par **Guy EVRARD**

Dans ce qu'il reste convenu de nommer nos démocraties occidentales, en France notamment, la vie politique est ponctuée de périodes plus intenses, lors de grandes luttes sociales ou à l'occasion des échéances électorales. Même si les médias dominants tendent souvent à aborder ces péripéties comme des évènements spectaculaires plutôt que de saisir l'occasion de réflexions en profondeur sur le devenir de nos sociétés, ne nous laissons pas emporter par une approche émotionnelle de ces moments particuliers où le citoyen est sollicité. On peut être déçu ou enthousiasmé du résultat, mais l'indispensable confrontation politique continue, enrichie de l'expérience.

Dans le précédent numéro de la *GR*, consacré justement aux échéances électorales de ce printemps en France, Benjamin[1] a analysé toutes les réserves que l'on peut exprimer vis à vis de la représentation électorale et nous avons aussi clairement réaffirmé que l'exercice de la démocratie impose aujourd'hui à la fois la reconquête du suffrage universel par les citoyens et la revendication d'une contribution permanente de ces derniers à tous les niveaux de notre société[2]. Il s'agit donc de ne pas perdre de vue que les élections sont un moment utile ou nécessaire, mais pas suffisant, de l'exercice de cette citoyenneté, si l'on reste attaché à une lutte ferme, mais pacifique, contre le capitalisme[3].

Questions (avant le vote) à un sociologue

Les grands médias de la pensée dominante, dans leur soumission avérée ou plus subtile à l'oligarchie, ne semblent guère contrariés par leurs contradictions. En ces temps de campagne électorale, ils nous disent à la fois le désintérêt des Français pour des débats qui ne seraient pas à la hauteur des enjeux, nous promettant une abstention massive de 30%, et s'étonnent de l'engouement croissant pour la campagne du Front de gauche et de son candidat Jean-Luc Mélenchon, une campagne reconnue de qualité.

Ces médias sont-ils priés de s'en tenir à l'écume des choses, afin que la remise en cause bien construite du système ne vienne pas à l'ordre du jour, ou sont-ils incapables d'analyser le projet du Front de gauche comme une offensive contre la politique de classe capitaliste ? Un projet qui redonne effectivement confiance au peuple, au-delà de la simple élection présidentielle, affirmant qu'il est possible de sortir de cette crise globale par la lutte politique collective contre les responsables, l'oligarchie financière et ses serviteurs, dans notre pays, en Europe et sur toute la planète.

Michel Simon[4], sociologue, analyse les racines de la prise de conscience populaire et remarque aussi l'attitude convenue des médias : «*En 1966, 28% seulement de la population estimait que les gens comme eux vivaient plus mal qu'avant. Cette proportion monte à 58% en 2001. Elle bondit à 71% en 2010. (...) La montée d'un antilibéralisme à connotation clairement anticapitaliste témoigne de ce qui bouge en profondeur dans la vision du monde social. En 1988, la Bourse suscitait une réaction négative chez seulement 29% des Français. Ils sont 53% en 2001, 74% en 2010. L'idée d'une connivence de fond entre le «patronat et les milieux d'affaire» et le pouvoir politique marque une progression du même ordre. Simpliste, ringard, proclament les commentateurs. À les entendre, les élites n'ont vraiment pas le peuple qu'elles méritent... Mais dans le même temps, le rejet des responsables politiques, le refus de faire confiance à la gauche comme à la droite pour gouverner le pays culminent, en juin 2010, à des niveaux records. Dans des conjonctures aussi explosives, tout peut arriver si ne se dessine pas une véritable alternative à gauche*».

Et André Chassaigne[5], qui proposa au PCF sa candidature pour l'élection présidentielle, avant que la préférence soit donnée à Jean-Luc Mélenchon, dans la logique du Front de gauche, observe, en acteur politique : «*Ceux qui viennent à la rencontre du Front de gauche nous le disent : ils repartent avec le sentiment d'avoir renoué avec l'intelligence collective, le sens du partage et de la solidarité, le goût de travailler pour le bien commun, l'envie renouvelée de privilégier l'intérêt général à l'intérêt personnel. (...) Reprendre sa vie en main, c'est le message que transmet si bien notre rassemblement quand beau-*

1 *Les enjeux de l'abstention*, *GR* 1130, pp.5-8.

2 Guy Evrard, *Le Front de gauche, quelles perspectives ?*, *GR* 1130, pp.9-11.

3 Marie-Louise Duboin, *Dernière chance... avant insurrection*, *GR* 1130, pp.3-4.

4 Michel Simon, *Comme une fraicheur, une pureté retrouvée*, l'Humanité des débats, 20-21-22 avril 2012, p.13.
D'après Guy Michelat et Michel Simon, *Le peuple, la crise et la politique*, supplément au n°368 de *la Pensée*, mars 2012.
Michel Simon est sociologue, professeur émérite à l'Université des sciences et technologies de Lille.

5 André Chassaigne, *Les gens ont le sentiment d'avoir renoué avec l'intelligence collective*, l'Humanité des débats, 20-21-22 avril 2012, p.14.
André Chassaigne est député (PCF) du Puy-de-Dôme.

coup d'autres forces en appellent à la délégation de pouvoir. (...) Nous tenons là une renaissance de la parole populaire, du partage de l'action politique, dans un pays qui était (...) anémié par l'empreinte de la pensée libérale et de son lot de replis sur soi».

De quoi espérer en effet nourrir une nouvelle grande ambition pour les temps politiques à venir et tout de suite l'espoir d'un renouvellement des acteurs au pouvoir.

Page blanche (après le vote)

Pourtant, le vote des Français à l'issue du premier tour (voir tableau), s'il secoue le pouvoir en place, n'annonce pas l'attaque frontale espérée contre le capitalisme financier, productiviste et prédateur. Certes, il sanctionne sans ambiguïté le chef de l'État, son gouvernement et leur politique antisociale au bénéfice des privilégiés. Une politique qui reste quand même soutenue par un peu plus du quart des électeurs (27%), dans un scrutin à forte participation (près de 80%), en dépit du désintérêt annoncé. Mais la répartition du vote contestataire, qui fait la part belle à l'extrême droite (18%), ménage seulement une courte avance au parti socialiste (29%) et accorde 11% au Front de gauche, 9% au centre, 2% aux écologistes et 2% aux formations d'extrême gauche, laissant entrevoir le partage global sensiblement équivalent droite-gauche presque habituel en France.

S'il est raisonnable d'anticiper une victoire finale de la gauche (au sens traditionnel) au second tour, celle-ci traduira incontestablement la volonté de renvoyer Nicolas Sarkozy, mais elle ne pourra être interprétée comme une remise en question fondamentale du néolibéralisme. En effet, nous n'entendons plus depuis longtemps le parti socialiste condamner le capitalisme.

Nous retrouvons donc une nouvelle fois cette page blanche : comment faire ? À la différence que, cette fois, une volonté unitaire offensive pour refuser la fatalité de l'économie capitaliste et promouvoir cette grande idée de *«l'humain d'abord»* a peut-être pris racine, tout au long de la campagne du Front de gauche, sur des bases claires que la *GR* approuve largement. Continuons de contribuer à cette renaissance, dont on a pu mesurer toute l'énergie qu'il a fallu dépenser pour qu'elle touche 11% des électeurs, mais sans la moindre complaisance pour la politique social-démocrate probable à venir, dont nous savons la responsabilité passée dans les avancées du néolibéralisme en Europe. Et soyons vigilants à extirper tout ce qui nourrit l'extrême droite haineuse car nous savons aussi que *«Le ventre est encore fécond, d'où a surgi la bête immonde»*[6].

Dans l'immédiat, deux objectifs : confirmer le renvoi de Nicolas Sarkozy au second tour de l'élection présidentielle, puis assurer le succès des candidats du Front de gauche aux législatives.

6 Bertolt Brecht, *La résistible ascension d'Arturo Ui*, épilogue, 1941.

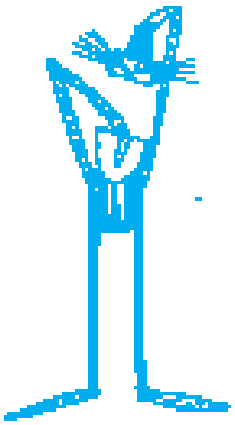
Le 23/04/2012 à 17h40 : RÉSULTATS DU PREMIER TOUR *(Sous réserve de la proclamation des résultats par le Conseil constitutionnel. En raison des arrondis à la deuxième décimale, la somme des pourcentages exprimés peut ne pas être égale à 100.) Source :* http://elections.interieur.gouv.fr/PR2012/FE.html.

	Nombre	% Inscrits	% Votants
Inscrits	46 037 965		
Abstentions	9 453 427	20,53	
Votants	36 584 538	**79,47**	
Blancs ou nuls	698 737	1,52	1,91
Exprimés	35 885 801	77,95	98,09

Liste des candidats	Voix	% Exprimés
Mme Eva JOLY	828 381	2,31
Mme Marine LE PEN	6 421 802	17,90
M. Nicolas SARKOZY	9 754 316	27,18
M. Jean-Luc MÉLENCHON	3 985 089	11,10
M. Philippe POUTOU	411 182	1,15
Mme Nathalie ARTHAUD	202 561	0,56
M. Jacques CHEMINADE	89 552	0,25
M. François BAYROU	3 275 395	9,13
M. Nicolas DUPONT-AIGNAN	644 043	1,79
M. François HOLLANDE	10 273 480	28,63

La leçon islandaise

par **Jean-Pierre MON**



Un pays jadis prospère

L'Islande est une île de l'Atlantique Nord, située entre le Groenland et l'Ecosse, au Nord Ouest des îles Féroé. Elle se trouve sur la dorsale médio atlantique séparant les plaques tectoniques américaine et eurasienne. D'où le grand nombre de volcans toujours en activité qu'on y compte. Sa superficie est de 103.000 km² et sa population d'environ 320.000 habitants. Sa capitale, et plus grande ville, est Reykjavik.

Son économie, dans laquelle les services, la finance, la pêche et les industries sont les principaux secteurs, était l'une des plus prospères du monde, avec, en 2006, un revenu par habitant de 42.768 euros, une croissance du produit national brut de 2,6 %, un taux de chômage de 2,9 %, une inflation à 6,7 %, un budget de l'État dégageant des excédents. Sa seule faiblesse était un fort déficit du commerce extérieur. Selon le classement de l'indice de développement humain, l'Islande était en 2007 et 2008 au premier rang des pays les plus développés du monde[1].

Politiquement, l'Islande est une république parlementaire dont l'unique assemblée est l'Althing, qui est le plus ancien parlement d'Europe puisqu'il fut fondé en l'an 930. Ses 63 parlementaires sont élus par les citoyens tous les quatre ans. Le Président de la République, également élu pour quatre ans, nomme les ministres et préside leur Conseil. Dans la pratique, il se borne à entériner les choix des nominations faits par les partis politiques majoritaires à l'Althing. Les ministres assument le pouvoir exécutif. Le chef du gouvernement est le premier ministre.

L'Islande est membre de l'ONU, du Conseil de l'Europe, de l'OTAN, de l'Association Européenne de libre échange, de l'Organisation de Coopération et de développement économique et de l'Espace économique européen.

Octobre 2008 : début du cauchemar

En moins d'un mois après la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, la crise financière frappe l'Islande de plein fouet. C'est la pire crise de son histoire : l'inflation atteint 15 %, sa monnaie (la couronne islandaise) perd en un mois 50 % de sa valeur par rapport au dollar, le PIB par habitant passe de 52.000 dollars à 27.000 dollars.

Le gouvernement du moment (droite libérale) réagit très vite. Il promulgue une loi autorisant la nationalisation des banques, notamment celle de Glitnir, Landsbanki et Kaupthing, dont le total d'endettement atteint 10 fois le PIB national. Il recapitalise les banques en faillite avant de vendre deux d'entre elles à des institutions financières européennes. Pour les remplacer, il crée des banques de dépôts. Dans le même temps, il demande l'aide des pays nordiques… qui ne répondent pas favorablement. Le gouvernement islandais fait alors appel au FMI. Très vite, dès la fin du mois d'octobre 2008, un plan de "sauvetage" de 5 milliards d'euros est élaboré : il comporte une aide directe du FMI (1,54 million d'euros) et des aides des pays scandinaves et de la Pologne.

Mais les malheurs islandais ne s'arrêtent pas là: les dépôts des clients de la banque en ligne Icesave, filiale de Landsbanki qui vient d'être nationalisée, sont gelés. Ce qui touche non seulement ses clients islandais mais surtout les quelque 320.000 clients anglais et néerlandais qu'elle avait réussi à attirer en leur promettant des taux intérêts élevés. Le gouvernement décide aussitôt d'indemniser les déposants islandais… mais pas les étrangers. Vive réaction du Royaume-Uni et des Pays-Bas, qui indemnisent immédiatement leurs citoyens en considérant que les 3,9 milliards d'euros en jeu constituent un prêt à l'Islande. Ils en exigent bien évidemment le remboursement. En novembre 2008, le gouvernement islandais est prêt à accepter cette demande, mais il n'en est pas de même de la population.

La rue

Pendant que le gouvernement cherche des solutions "raisonnables", la population s'agite: depuis le début de la crise, elle manifeste tous les week-ends. Dès les premiers rassemblements, les manifestants ont exigé le départ du président de la banque centrale islandaise, David Oddson[2], départ qui est devenu effectif en février 2009. Ils ont ensuite manifesté contre l'ensemble des membres de la coalition gouvernementale (Parti de l'indépendance et sociaux démocrates). La colère populaire est telle que les manifestations deviennent violentes. Celle du mardi 20 janvier 2009 l'est particulièrement : «*Dans ce pays très respectueux de l'ordre, de mémoire d'Islandais, on n'a jamais protesté de façon musclée. (Sauf en 1949, lors des discussions sur l'entrée dans l'Otan). Mais mardi, les* ● ● ●

1 Ces informations proviennent de Wikipedia.

2 C'est lui qui, Premier ministre de 1991 à 2004, avait organisé la libéralisation tous azimuts du pays.

manifestants s'en sont pris pour la première fois au bâtiment du Parlement. Des gardes du corps ont fait leur apparition. Du jamais vu dans la vie politique islandaise»[3]. *«Je me suis toujours considéré comme pacifiste, mais cette fois j'enrage»*, gronde un manifestant, père de famille et nouveau chômeur ; *«on nous fait vivre une humiliation nationale…. Il faut retrouver notre honneur, changer de gouvernement»*, dit une mère de famille.

3 Marie-Joelle Gros, envoyée spéciale de *Libération* à Reykjavik, 24/01/2009.

Mais, effet de la crise, ou des manifestations de rue, les principaux responsables politiques du pays tombent malades : alors que la ministre des Affaires Étrangères et leader des sociaux-démocrates, Ingibjörg Solrun Gisladottir venait de faire savoir qu'elle était atteinte d'une tumeur au cerveau, le Premier ministre Geir Haarde annonce en janvier 2009 qu'il souffre d'une tumeur à l'œsophage… Il convient que des élections anticipées pourraient être organisées en mai. Les deux formations au pouvoir sont en effet complètement discréditées. On estime que le gouvernement n'est plus soutenu que par 24% des Islandais. *«C'est peut-être la fin de la première république d'Islande. Beaucoup appellent à une nouvelle constitution. Les Islandais se sont rarement autant passionnés pour la politique»*[4]. En effet : réunions de citoyens, après le travail, se succèdent, création en ligne d'un *"gouvernement d'urgence des femmes"*, discussions sans fin dans les bains chauds où les Islandais ont l'habitude de se retrouver plusieurs fois par semaine pour se détendre. Dans les cafés, les restaurants, tout le monde parle de la crise… Autre signe des temps: les premiers personnages à avoir totalement disparu de la vie publique sont les banquiers, les stars de la finance, ceux qui ont mené le pays à la faillite. On les appelait les "nouveaux Vikings". La classe politique au pouvoir les avait toujours laissé faire. *«C'est pour cela qu'il faut changer le système»*, disent les manifestants.

4 Torfi Tulinius, professeur de littérature à l'université de Reykjavik.

5 *France diplomatie*, ministère des affaires étrangères et européennes.

L'évolution politique

À la suite de la démission du Premier ministre, un gouvernement intérimaire est formé en février. Il est dirigé par la social-démocrate Mme Jóhanna Sigurdardótti.

Les élections législatives anticipées ont finalement lieu le 26 avril 2009. Comme il fallait s'y attendre, les Islandais ont confirmé leur désir de tourner la page. Le résultat des élections est une véritable gifle pour le conservateur-néo-libéral parti de l'indépendance, jugé responsable de la crise. Ces élections *«valident la nouvelle orientation à gauche de l'Islande, portée par l'équipe gouvernementale qui, avec 34 sièges, a obtenu désormais la majorité absolue au Parlement : 20 pour l'Alliance sociale-démocrate de la Premier Ministre sortante Mme Jóhanna Sigurdardóttir, et 14 pour ses partenaires de coalition du Mouvement Gauche-Vert»*[5]. Tout en reconnaissant son échec le parti de l'indépendance promet un retour en force dans les prochains mois, avec son refus d'une adhésion de l'Islande à l'Union Européenne. C'est un problème qui divise le pays mais la nouvelle Premier ministre, Mme Sigurdardottir, souhaite demander une adhésion immédiate à l'UE et adopter l'euro dans les quatre ans à venir. (Faut le moral !!!). Quoi qu'il en soit, le 17 juillet 2009, l'Islande a déposé sa candidature à l'entrée dans l'Union Européenne.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE

LA GRANDE RELÈVE

M. Coty 27- L. Dambrine 7 – Y. Grémion 77 – Mme O. Clouet 7 – R. Cerison 17 – J. Hamon 63 – P. Brunel 104 – R. Villedary 15 – Mme T. Casanova 63 – F ; Pichon 50 – J. Chaudieu 49 – G. Guibert 49. Total 486 euros ***Merci à tous !*** Grâce à cette souscription, nous pouvons poursuivre la publication du journal, en modérant son prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Rappel : Nous prenons soin d'indiquer la date d'échéance d'un abonnement sur l'étiquette d'envoi du journal, sous l'adresse de l'abonné. Merci d'en tenir compte pour nous épargner une lettre de rappel, car nous poursuivons toujours les envois, quelque temps au-delà de l'échéance, pour que leur journal ne manque pasaux abonnés … distraits !

Mais, après accord des autorités européennes, cette adhésion sera soumise à un référendum dans le pays. (Les Islandais n'ont pas l'air de savoir que le référendum est une incongruité dans l'UE !)

On se rappelle qu'en novembre 2008, le gouvernement islandais avait accepté le principe du remboursement de "l'avance" faite par le Royaume-Uni et les Pays-Bas, moyennant le paiement d'un intérêt de 5,5 %. Mais, sans doute à cause des nombreuses manifestations qui secouaient le pays, l'accord était resté théorique. En juin 2009, le Parlement nouvellement élu le ratifie enfin, mais en lui apportant quelques modifications que les Britanniques et les Néerlandais refusent. Des négociations s'engagent et une nouvelle loi est votée fin 2009. Parallèlement, une pétition appelant le gouvernement à ne pas ratifier l'accord circule dans le pays et recueille plus de 50.000 signatures. Bien que la constitution ne lui confère que des pouvoirs limités, le Président de la République Olafur Ragnar Grimsson, réélu en août 2008 pour un quatrième mandat depuis sa première élection en 1996, fait preuve d'autorité en refusant de promulguer, en janvier 2010, la loi réglant le "litige" Icesave avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas. En mars, un référendum est organisé à ce sujet : 60% des électeurs votent et 93% d'entre eux rejettent les modalités de remboursement de "l'avance" Anglo-Néerlandaise. Ils disent clairement[6] :

• nous ne voulons rien payer car il n'appartient pas à l'État, donc au contribuable islandais, de se porter caution sur une dette privée, contractée de surcroît hors du pays auprès d'épargnants qui auraient du être informés des risques qu'ils prenaient et les assumer ;

• nous sommes prêts à honorer les engagements pris en octobre 2008 par le gouvernement de l'époque, mais pas aux conditions prévues dans l'accord, car elles ont pour effet d'entraver notre redressement économique ;

• nous Islandais, *«petit»* peuple indépendant, refusons de subir la loi des Britannique et des Hollandais.

Le Premier ministre, Mme Sigurdardottir est, on l'a vu, très europhile et souhaite que l'Islande rejoigne l'UE le plus rapidement possible. Elle engage donc de nouvelles discussions avec le Royaume-Uni et les Pays-Bas avec lesquels il ne faut pas se fâcher pour avoir quelques chances d'adhérer à l'UE. Un nouvel arrangement est trouvé avec Londres et Amsterdam : "le prêt" sera remboursé à partir de 2016 avec un taux d'environ 3%. Cet accord doit cependant être avalisé par le Parlement islandais.

Mais le Président de la République refuse une nouvelle fois de ratifier l'accord voté par le Parlement et demande un nouveau référendum, qui a lieu le 9 avril 2011. Au grand dam du gouvernement de centre gauche (qui avait fait campagne pour le oui), des "élites" et des médias, le non l'emporte avec 60% des voix : pas question d'éponger les pertes d'une banque privée avec des fonds publics !

L'Islande attend maintenant le jugement de la Cour de justice de l'Association européenne de libre échange qu'ont saisie les Anglais et les Néerlandais !

Mais, fait nouveau, jamais convoquée depuis sa création en 1905, la Haute Cour de justice islandaise a auditionné l'ancien Premier ministre Geir Haarde pour juger de sa responsabilité dans la crise de 2008 qui a emporté le système financier de son pays[7].

Quoi qu'il en soit, la population d'un tout petit pays aura donné une belle leçon de résistance à la toute-puissance de la finance.

6 *La Tribune.fr*, 07/03/2010.

7 *Libération*, 05/03/2012.

Ne cherchez pas d'où est venue à Sarkozy l'idée d'une fête du "VRAI" travail : voici l'affiche que Pétain faisait apposer sur les murs en mai 1941 :

Quand on regarde la réalité en face, il est clair que le capitalisme néo-libéral nous entraîne à la catastrophe : des crises multiples et interconnectées se déchaînent, tandis que le cours de l'histoire s'accélère et nous entraîne irrésistiblement, comme un fleuve dont les eaux se précipitent vers une insondable cataracte. N'est-il pas trop tard pour s'extraire de ce courant fatal ? Une transformation sociale radicale, à la hauteur des périls qui nous menacent est-elle encore possible ?
C'est le thème du propos ci-dessous. son auteur, **Bernard Blavette**, *précise que ce texte se conjugue modestement au conditionnel car il repose sur des hypothèses formulées à partir des données présentement disponibles, alors que l'histoire peut nous réserver bien des surprises. Et il souligne que son article doit beaucoup aux travaux du philosophe et historien de la psychologie* **Bertrand Méheust**[1]

La révolution est-elle encore possible ?

«Ce que nous essayons de créer c'est une humanité factice, frivole, qui ne sera plus jamais accessible au sérieux ni à l'humour, qui vivra jusqu'à sa mort dans une quête désespérée du "fun" et du sexe, une génération de "kids" définitifs.»
Michel Houellebecq[2].

par **Bernard BLAVETTE**

Nous savons aujourd'hui que la domination peut prendre différentes formes, se couler dans des moules inattendus. Dans le passé, l'oppression était facile à définir : un dictateur bien personnalisé, une police féroce, une justice aux ordres, une propagande et une censure omniprésentes. De Staline à Hitler en passant par Franco et Salazar, tout était clair. Mais l'histoire nous a montré que cette forme primitive d'asservissement n'est pas pérenne, l'exaspération du plus grand nombre finit tôt ou tard par entraîner la libération. C'est ce que nous voyons se produire sous nos yeux avec le "printemps arabe" : les peuples mettent à bas des "dinosaures", des survivances du passé, que les dominants actuels voient disparaître sans réel déplaisir
Dans sa préface (1946) à son ouvrage prophétique *Le meilleur des mondes* Aldous Huxley définit en quelques lignes les formes modernes d'oppression : «*Un état totalitaire vraiment efficient serait celui dans lequel le tout-puissant comité exécutif des chefs politiques et leur armée de directeurs auraient la haute main sur une population d'esclaves qu'il serait inutile de contraindre parce qu'ils auraient l'amour de leur servitude. La leur faire aimer, telle est la tâche assignée dans les états totalitaires d'aujourd'hui aux rédacteurs en chef des journaux, aux maîtres d'école…*»

Il faut bien se rendre compte qu'il s'agit ici d'une forme de domination d'une profondeur inouïe que Bertrand Méheust compare à une véritable "domestication"[3]. Ce terme, qui désigne généralement le pouvoir que nous exerçons sur les animaux, peut se définir suivant trois caractéristiques :
• 1 – Elle suppose un "dénivelé des psychismes", évident entre les animaux et nous. Mais appliqué aux relations humaines entre le maître et l'esclave, elle implique en ce qui concerne les dominés un effondrement des capacités cognitives qui se manifeste par une plongée dans l'insignifiance et la banalité, comme l'a très bien vu Castoriadis[4]. Perte des repères moraux, égocentrisme exacerbé, relâchement des attitudes et du langage, délitement de l'imagination entraînant l'incapacité à concevoir un monde différent, on pourrait multiplier les exemples à l'infini pour caractériser l'homme néo-libéral. Tout cela est la conséquence directe d'une addiction généralisée à un hédonisme vulgaire, à la consommation et aux divertissements de masse, conduisant à la recherche exclusive et toujours renouvelée d'un plaisir immédiat, privé de sens.

incapacité à concevoir un monde différent…

1 Bertrand Méheust a notamment publié : *La politique de l'oxymore – Comment ceux qui nous gouvernent nous masquent la réalité du monde* en 2009, et *La nostalgie de l'Occupation – Peut-on encore se rebeller contre les nouvelles formes d'asservissement ?* en 2012 éd. La découverte.

2 *La possibilité d'une île* p. 36 – Le livre de poche 2005.

3 Pour plus de détails sur la notion de "domestication" voir *La nostalgie de l'Occupation* chap. 10.

4 Cornélius Castoriadis : *La montée de l'insignifiance* 1996 – Ed. du Seuil.

• 2 – La domestication génère la totale dépendance. Ainsi de nombreux animaux seraient incapables de survivre sans les soins de leurs maîtres humains : un oiseau qui ne connaît que sa cage ne peut s'adapter au monde extérieur. Il en est de même pour la multitude. L'homme du XXI ème siècle se pense libre, maître de son destin, alors qu'il n'a jamais été plus dépendant. Dépendant de toute une infrastructure qui assure sa vie de tous les jours : réseaux énergétiques, de transports, de communications, d'alimentation, de loisirs, système de santé qui tout au long de son existence lui fournira les béquilles techniques lui permettant de réparer son corps, de soulager artificiellement un psychisme égaré par la vacuité de son existence. Sur tous ces systèmes, personne n'a plus de prise, bien peu nombreux sont ceux qui sont capables d'appréhender les techniques utilisées, mais personne ne souhaite s'en passer. Ils tissent une cage bien plus infranchissable que celle de l'oiseau, un réel univers carcéral, d'autant plus efficace qu'il n'est pas perçu comme tel. La coercition n'est plus vraiment nécessaire, elle n'intervient qu'à la marge, en dernier recours vis à vis de quelques "inadaptés".

> *l'homme du XXI ème siècle tisse sa cage...*

• 3 – La domestication est irréversible et ne peut s'interrompre que par la disparition du maître, mais le "sevrage" peut alors s'avérer terrible. Nous pouvons difficilement nous faire une idée de ce à quoi pourrait ressembler un effondrement général du système à l'échelle planétaire, cet "accident global" évoqué par le philosophe des catastrophes Paul Virilio[5] : troubles sociaux gigantesques, des systèmes de contrôle à la dérive qui rendraient les centrales nucléaires de plus en plus dangereuses, l'eau impropre à la consommation, disparition de la médecine, réduction drastique de l'espérance de vie[6]… La conscience d'une telle catastrophe est bien propre à encourager le statu quo. Comme le souligne Bertrand Méheust *«C'est là le signe le plus certain de l'aptitude du capitalisme à créer de l'irréversible que même ses adversaires les plus décidés ne peuvent plus sans frémir souhaiter son effondrement»*[7].

> *la conscience d'une catastrophe qui encourage le statu quo...*

***

Pourtant nous savons que notre société d'hyper consommation est sans issue, moralement et au point de vue écologique. Moralement car elle n'est pas généralisable et elle condamne l'immense majorité de "nos frères humains" à la misère. Et par ailleurs, nous allons immanquablement butter sur le "mur écologique" (réchauffement climatique, pollutions généralisées, perte de l'indispensable bio-diversité…) d'ici à quelques décennies. Nous ne disposons donc que de très peu de temps, alors que l'énergie qu'il faudrait déployer pour réorienter l'idéologie mondialisée est proprement colossale, inimaginable… Il ne faut donc pas se bercer d'illusions, une transformation sociale de grande ampleur est improbable dans l'immédiat. Tout au plus pouvons-nous espérer grappiller quelques avancées positives à la faveur des processus électoraux, retarder quelques échéances dans le cadre de résistances ponctuelles, cela n'étant pas à dédaigner, mais nullement à la hauteur des enjeux.
Certains se tournent alors vers une fuite en avant techno-scientifique, en imaginant des "post-humains" totalement déconnectés de leurs racines naturelles, survivant parmi des artefacts technologiques suivant le principe de ces cultures et de ces élevages industriels hors-sol dont les produits fades et toxiques dominent le marché de l'agroalimentaire… Mais cette fuite incontrôlée au-delà de l'humain, à supposer qu'elle soit possible, ne conduit fort probablement qu'à des impasses monstrueuses et grotesques[8].

Une porte de sortie ?

Pourtant, en dépit du fait que la raison la plus élémentaire semble avoir déserté notre espèce, une porte de sortie vers le haut existe peut-être; elle est étroite, très étroite, mais on peut l'imaginer. Cela dit, il faut s'habituer dès aujourd'hui à l'idée que rien ne sera facile, et le moment semble venu de paraphraser Winston Churchill qui, en 1940, faisait entrevoir à ses concitoyens la possibilité de la victoire, mais promettait aussi *«du sang et des larmes»* ce qui, en l'occurrence, ne sera que la conséquence de notre inertie actuelle.
Les chercheurs semblent converger sur l'estimation que la catastrophe écologique commencera à devenir réellement insupportable autour des années 2030. C'est tout particulièrement le cas du GIEC (Groupe International d'Experts sur le Climat) qui estime que si rien n'est fait (ce qui est le plus probable), les conséquences du réchauffement climatique seront évidentes pour tous autour de cette période : montée des eaux des océans entraînant la submersion de larges portions des terres habitées, multiplication de tempêtes extrêmement violentes perturbant gravement l'agriculture, les transports aériens et maritimes… Ces désordres d'une gravité sans précédent entraîneront vraisemblablement un délitement général de la société mondialisée, une dislocation des

8 Sur ce thème, lire *Les particules élémentaires* (1998) et *La possibilité d'une île* (2005) de Michel Houellebecq. Ces deux ouvrages, considérés à tort comme sulfureux, se situent en fait dans la continuité du *Meilleur des Mondes* d'Huxley.

5 *L'accident originel*, Paul Virilio – Ed. Galilée 2005.

6 Suivant une récente étude de l'Institut Nationale des Etudes Démographiques, l'Espérance de Vie Sans Incapacité (EVSI), chiffre rarement publié, baisse en France depuis 2008 : de 62,7 à 61,9 ans pour les hommes, et de 64,6 à 63,5 ans pour les femmes. Après la baisse de l'espérance de vie aux États n-is en 2010 (15 jours) pour la première fois depuis 1945, est-ce le début d'une tendance lourde ?

7 *La nostalgie de l'Occupation* p.71.

processus de domination : la multitude domestiquée verra alors s'entr'ouvrir les portes de la cage. Mais livrée à elle-même, non préparée, l'humanité sombrerait probablement dans le chaos. Il nous reste donc une petite vingtaine d'années pour tenter de tirer profit de l'inéluctable.

Comment procéder ? —Peut-être en s'inspirant des processus de reproduction du règne végétal. Beaucoup de plantes se reproduisent par la germination de graines. Ces dernières sont disséminées en quantités considérables, principalement par les vents, par le déplacement des animaux et des êtres humains. Sur les centaines, sur les milliers de graines produites, une certaine quantité parviendra à germer, à se développer ; certaines attendront plusieurs dizaines d'années avant de rencontrer des conditions favorables. Les plus conscients et les plus responsables d'entre nous doivent donc se transformer en semeurs, en diffuseurs d'idées et de projets. L'éventail est large : actions d'éducation populaire, organisation de coopératives, de monnaies parallèles, d'AMAP (Association pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne), occupation de logement vides pour abriter les sans-abri… Chacun agissant en fonction de ses compétences, de ses moyens, de ses goûts… Nous sommes interdits, réprimés ici ou là ? Peu importe on arrête et on recommence ailleurs…

se transformer
en semeurs d'idées…

Le but est de multiplier les expériences, de nous former à l'approfondissement des processus démocratiques, de réapprendre la véritable autonomie, de se préparer à faire face à la catastrophe annoncée, d'être capables de prendre la relève. Il nous faut ainsi étendre petit à petit, presque subrepticement, notre influence auprès de ceux qui ont su résister à la domestication, réaliser un véritable travail de sape, en évitant, pour l'instant, toute confrontation trop brutale et trop directe avec le système dominant, confrontation dont nous ne pourrions que sortir vaincus et affaiblis.

Le meilleur exemple de ce type de démarche que l'on puisse trouver est sans aucun doute le jeune mouvement des "Villes en transition", créé en 2006 au Royaume-Uni par l'universitaire Rob Hopkins[9]. Les initiatives de transition (à ce jour 400 initiatives officielles recensées dans une vingtaine de pays, mais seulement 3 en France, et réunies dans un réseau internet le "Transition Network") reprennent largement les expériences énumérées ci-dessus, souvent avec l'appui de municipalités sympathisantes. Mais s'y ajoute un élément décisif : l'importance donnée à la préparation psychologique aux temps difficiles qui se profilent, et aux luttes qu'il faudra alors mener. Philosophes, sociologues, psychologues sont régulièrement convoqués pour des réunions publiques au cours desquelles sont développés les principes de la résilience, c'est-à-dire la capacité à surmonter, à réagir, à conserver sa raison et son humanité dans des situations de chaos, et ceci est d'une importance capitale.

Transportons-nous maintenant dans les années 2030 et écoutons Charlotte Astier et Camille Daum-Lobko, deux responsables de la transition au Canada, cités par Rob Hopkins : «*Au moment où les chocs que nous promettent le système économique globalisé, le pic pétrolier et les changements climatiques, pour n'évoquer qu'eux, entraîneront la faillite de la civilisation actuelle, la transition atteindra un point crucial. Dans ce contexte de débâcle, les "transitionneurs" deviendront des ressources essentielles pour leur communauté et auront un rôle décisif à jouer dans les transformations sociales et politiques à l'échelle mondiale. L'affrontement direct avec le système en place deviendra alors inévitable. Durant cette époque charnière et chaotique, le mouvement de Transition devra prendre le dessus pour s'ériger comme nouveau modèle de société viable. En attendant il faut agir ici et maintenant*»[10].

Il faut bien «*mettre les points sur les i*», l'affrontement dont il est question n'aura que peu de choses à voir avec les «*manifestations festives et conviviales*» auxquelles nous sommes régulièrement conviés. D'une part, le système capitaliste, bien qu'affaibli, fera tout pour «*persévérer dans son être*» et les oligarques ne renonceront jamais de bon gré à leurs privilèges. D'autre part, le mouvement social devra aussi lutter contre les forces du chaos qui, dans une société malade comme la nôtre, pourraient prendre des aspects terrifiants. Le recours à des formes d'actions violentes nous sera fort probablement imposé, bien qu'on ne puisse aujourd'hui en mesurer l'ampleur.

Nous ne pouvons que difficilement nous faire une idée de ce que pourra être une telle révolution mondialisée, car notre histoire n'a jamais connu des événements aussi considérables. Tout ce que l'on peut dire c'est que, comme le pense le sociologue et économiste Frédéric Lordon, nous assisterons «*au déchaînement de forces immenses*» qui pourraient se dérouler sur une longue période, plusieurs dizaines d'années au moins[11]….

Notons au passage le bel héritage que notre lâcheté présente laisse aux enfants qui naissent aujourd'hui…

avant le déchaînement,
et des années de violences…

Pour résister au milieu de ce maelström, pour

9 Pour plus de détails sur le mouvement des Villes en transition lire la traduction française de l'ouvrage de Rob Hopkins *Manuel de transition* Ed. Ecosociété (2010). Cet ouvrage étant difficile à se procurer, on peut consulter sur internet villesentransition.net qui fournit aussi des liens avec les sites en anglais.Voir aussi Bernard Blavette *L'heure de déserter* *GR* 1107 – (Mars 2011).

10 *Manuel de transition* p. 179.

11 Voir le long interview accordé par Frédéric Lordon à *La revue des livres* – Janvier / février 2012.

conserver notre humanité, il nous faudra, bien sûr, des convictions fortes, mais aussi une éthique rigoureuse et certains philosophes en appellent à un retour du "sacré"[12]. Que le lecteur se rassure, il ne s'agit pas de fonder on ne sait quelle nouvelle secte, mais bien plutôt de souligner que "le sacré" va bien au-delà de la stricte notion religieuse et contribue fortement à structurer une vie humaine. Le "sacré", c'est ce qui permet à l'être humain de se transcender, de participer à l'harmonie de l'univers à travers des valeurs de justice, de démocratie et de respect de l'altérité. Le "sacré", par l'immense respect du Vivant qu'il implique, donne un sens et une grande puissance à l'indispensable démarche écologique[13]. Au niveau individuel, le sacré réenchante nos vies : le simple acte de se nourrir peut ainsi atteindre un grand raffinement, l'acte sexuel de reproduction devient un échange intense entre deux êtres, le "sacré", c'est ce qui fait monter en nous cette émotion profonde à l'écoute d'un *Nocturne* de Chopin… Cette vie mérite alors que l'on se batte pour elle, que l'on prenne des risques pour la défendre et la transmettre à notre descendance. Au niveau collectif c'est le "sacré" qui permit, à la bataille de Valmy, à une troupe de gueux, de mettre en déroute l'armée coalisée des plus puissants monarques d'Europe, c'est le "sacré", qui était au côté de ces communards qui défendirent la barricade jusqu'au bout, sans se rendre, c'est le "sacré", qui incita des personnes ordinaires à se dresser contre la barbarie nazie… Ainsi selon B.Méheust, Emile Durkheim, le fondateur de la sociologie, considérait le sacré *«comme une source de puissance dans laquelle les sociétés peuvent puiser pour se maintenir, se transformer et transformer le monde»*[14]. Il revient donc à chacun d'entre nous de restaurer ce contact perdu avec la grande harmonie de l'univers, de la diffuser autour de nous. Elle seule peut donner réellement un sens à la lutte qui s'annonce et, peut-être, permettre ainsi à notre espèce d'effectuer ce *«saut qualitatif»* au niveau individuel et collectif sans lequel rien ne sera possible.

Quel sera en définitive le destin de notre espèce ? On ne peut pas, bien sûr, répondre à cette question, mais ce qu'on peut remarquer c'est l'étrange caractère prophétique des premières paroles de l'Internationale, *«la lutte finale»*. Car, pour le coup, c'est bien de cela qu'il s'agit : si nous échouons, l'humanité s'enfoncera fort probablement à jamais dans une longue agonie crépusculaire ; au contraire, si notre volonté et notre courage restaurés nous permettent de triompher de l'épreuve, nous verrons les portes de l'avenir s'ouvrir largement devant nous.

donner un sens à la lutte finale…

12 Notamment Jean Pierre Dupuy *La marque du sacré* Ed. Flammarion / Champs-Essais (2010), Bertrand Méheust *La nostalgie de l'Occupation* p. 125 à 165.

13 C'est ainsi que la dernière livraison d'Entropia, la revue théorique de la Décroissance, s'interroge sur la relation entre "le sacré", l'écologie et la Décroissance – Entropia n°11 : *Le sacré, une constante anthropologique ?* Automne 2011.

14 *La nostalgie de l'occupation* p.133.

Le collectif Alterenvie(s)

Une association ayant *«pour ambition de faire se rencontrer, se confronter, coopérer des personnes d'organisations différentes à l'occasion de projets et réalisations communes et concrètes»* s'est créée à Tonnay-Charente. *«Par la diversité de ses composants, Alterenvie(s) s'intéresse à l'écologie, la citoyenneté, le social, l'économie, la politique, l'éducation, la solidarité, la culture, l'humanisme, l'autogestion, la paix, le désarmement, etc.»* Il en faudrait donc beaucoup de semblables !

Alterenvie(s) m'avait invitée à venir exposer *«Une alternative économique»*, le 6 avril dernier. On aurait pu craindre que la date (juste avant le week end de Pâques) soit dissuasive…

Eh bien, pas du tout. Le public est venu et j'ai été très heureuse de constater que beaucoup de jeunes se sont dérangés et ont manifesté leur intérêt, tout au long de la soirée : ils avaient même apporté de quoi se restaurer pour pouvoir prolonger encore la discussion ! Mieux encore : je viens de recevoir de l'un d'eux ce petit mot encourageant : *«Suite à ta venue à Tonnay, on n'arrête pas de refaire le monde, du coup, j'ai pensé à abonner un copain économiste»*… !

Dernière minute

Nous venons d'apprendre que, le **16 mai à 20 heures 30,** 23 rue Gosselet à **LILLE**, dans le cadre des réunions des *Amis du Monde Diplomatique*, **ROLAND POQUET** exposera les principes de *l'économie distributive* Maison Régionale de l'Environnement et des Solidarités.

et… L'objectivité du journal "Sud-Ouest"

Ayant fort bien fait les choses, les organisateurs de cette réunion avaient pris soin d'en diffuser l'annonce, en particulier en informant les journalistes de la région. Et dans son édition de la veille, *Sud-Ouest*, le principal journal, a bien annoncé ma venue et le sujet de ma conférence, en précisant, dans un court article, les objectifs de l'association.

Mais le journaliste responsable de la rubrique avait pris soin de prévenir les organisateurs : vu le sujet, "une alterbative économique", pas question qu'un journaliste vienne assister à la conférence pour en publier un compte rendu. Pourquoi ? — Parce qu'on est en période de campagne électorale ! Bravo pour l'objectivité de ce journal !

Marie-Louise Duboin.

Depuis longtemps, nous expliquons dans ces colonnes que la croissance qu'impose le capitalisme, est insoutenable, et que l'important est que les richesses soient mieux distribuées.
L'automne dernier, le Repaire du pays d'Aix organisait un débat sur le thème «Qu'entendons-nous par décroissance ?». C. Duc-Juveneton et C. Ramin en rapportent ici l'essentiel :

De la décroissance à la démocratie

Pourquoi la décroissance est-elle nécessaire et inévitable ?

L'idée de décroissance n'est pas ce nouvel oxymore que le système actuel met en place via le Grenelle de l'environnement et autres balivernes de développement durable (DD) ou de capitalisme vert. Elle est portée par toute une nébuleuse de gens, qui se nomment *décroissants, objecteurs de croissance* ou qui prônent la *désaccoutumance à la croissance* et d'autres encore, qui changent leur façon de vivre au quotidien. Elle n'est pas davantage une mode à l'usage de bobos en mal de sensations. C'est une idée qui vient de loin, et c'est à un véritable "barrage" qu'elle se heurte depuis des années, raison de plus pour s'inviter aujourd'hui au débat contradictoire. Elle n'est pas non plus une affaire individuelle (comme fermer le robinet quand on se brosse les dents, même si cela peut limiter le gaspillage!). La décroissance n'est pas davantage, comme on l'entend trop souvent, le retour à l'âge des cavernes !
C'est à la fois une autre façon pour chacun de vivre son quotidien et une autre façon d'exister collectivement pour sortir de ce système capitaliste. Nous ne voulons pas changer la société mais changer de société.

Pourquoi s'y intéresser de plus près aujourd'hui ?

— Parce que nous refusons les inégalités (précarité, pauvreté, exclusion, discrimination), le démantèlement de nos communs etc.;
— Parce que nous voulons retrouver notre dignité et développer nos solidarités sur un pied d'égalité avec tous les êtres humains, d'ici et de là-bas ;
— Parce que nous vivons sur une planète aux ressources finies, le temps des limites est venu, voire déjà dépassé, la planète nous donne des signes de ne plus pouvoir nous supporter comme l'écrit G.Azam dans son livre *Le temps du monde fini*.
— Parce que l'on ne peut plus séparer les êtres humains du reste du vivant, parce que nous faisons partie des écosystèmes, sources de vie, au sein desquels nous sommes appelés à vivre en harmonie. Nous voulons nous réapproprier le temps pour reconstruire un art du bien vivre, non pas au sens du "bien-être occidental", mais au sens de vie bonne, de vie pleine, pour reconstruire une société humaine fondée sur les liens, le rêve, la joie.

L'actuelle société est éclatée, violente et triste

Aujourd'hui nous sommes réduits à une somme d'individus qui vivent, voire pour le plus grand nombre, survivent, côte à côte, dans des cases qu'une infime minorité leur assigne, et qui finissent par "intérioriser" cette servitude. Or, sans vie collective, aucun individu ne peut évoluer, développer ses potentialités, s'émanciper et apporter ainsi sa pierre à l'édifice commun. Aujourd'hui chaque individu y est soumis à la concurrence ce qui renforce nos peurs et conduit à la guerre. Guerre de chacun contre chacun, de tous contre la nature. Nous sommes devenus tristes et les individus se tournent vers une nouvelle divinité, celle de l'argent-roi, du toujours plus, du toujours plus vite pour le profit d'une minorité dont le seul objectif est l'accumulation

Croissance et productivisme

Depuis les années 1980, on nous explique qu'il n'y a pas d'autre choix, le fameux «*There is no alternative*», (TINA), de Thatcher et Reagan. Cette voie est présentée comme seule réaliste et elle est portée au nom de cette pensée unique par les différents gouvernements qui se succèdent. Tous ont, au fil des ans, de façon consensuelle, remis les clés au pouvoir économique et financier. Par le renoncement de l'État à battre monnaie, s'obligeant lui-même à emprunter auprès des banques privées (qui

créent leur monnaie ex-nihilo) ce qui soumet les peuples par la dette. Par le transfert des prises de décisions politiques à de super structures qui ne sont pas démocratiques, comme le FMI, la BM, l'OMC, la BCE dont les pratiques sont corsetées par des traités élaborés par un aréopage d'experts, les lobbies des entreprises transnationales ayant plus de pouvoir que les peuples. Experts et médias au service des mêmes, peuvent bien ânonner chaque jour la même ritournelle en affirmant la nécessité suprême de *«rassurer les marchés financiers»*, ces institutions reposent sur un déni de démocratie, comme l'a montré, notamment, le mépris des résultats du référendum de 2005, elles ne nous représentent pas.
Croissance et productivisme sont en fait le carburant de cette machine folle où le "dieu économie" est placé au-dessus de tout. Cette machine folle exploite et aliène les êtres humains, elle détruit l'ensemble des écosystèmes et met en danger le devenir des générations actuelles et futures

Pour quoi ? Pour qui ?

— Parce que cette volonté de croissance du PIB est poussée par la publicité qui, via les médias bien-pensants et ses supports qui défigurent villes et campagnes, nous abreuve de messages, jusqu'à nous rendre dépendants.
— Parce que cette croyance est malheureusement relayée, et savamment entretenue, auprès de celles et de ceux qui ne peuvent pas, ou qui ne peuvent plus payer ce qu'on leur fait miroiter, dans cette frénésie du toujours plus … Alors, pour pouvoir tout de même "posséder", eux aussi, pour assouvir leurs frustrations, ils succombent au crédit. C'est se mettre la corde autour du cou et la serrer d'un cran à chaque fois qu'on y a recours.
— Parce qu'aujourd'hui seul "l'avoir" aurait de l'importance ! Jusqu'à définir la position sociale (*«si tu n'as pas de Rolex à cinquante ans, tu n'es rien !»*), au détriment de "l'être", de l'indispensable, du poétique et du faire par nous-mêmes.
— Parce qu'aujourd'hui on ne répare plus, on jette ! Voilà des années que nous sommes dans la société du jetable, via l'obsolescence programmée… pour faire tourner toujours plus vite une machine que nous ne pouvons plus contrôler. Ce qui augmente encore notre fatalisme, notre peur, notre asservissement
— Parce qu'on assiste aujourd'hui à l'apologie de la culture de la vitesse, de l'immédiateté, au détriment du "prendre le temps" de réfléchir sur le sens de nos actes, sur le sens de nos vies. Nous sommes comme un cycliste qui, lancé, est obligé de pédaler tête baissée pour éviter de tomber… sans se poser la question de savoir pourquoi, et pour qui, il pédale !

Croissance et croyances

Réduire la notion de progrès à son aspect matériel ne date certainement pas d'aujourd'hui. Mais cette confusion connaît maintenant une telle ampleur et une telle généralisation qu'on en mesure, plus que jamais, toute la perversité et tous les dangers.
Ainsi la croyance en un progrès technique supposé sans limite, imposé aux peuples, censé apporter une solution aux problèmes qui naissent de cet emballement débridé, tout en minimisant, voire en niant leurs conséquences sur la santé des êtres humains, sur l'équilibre des écosystèmes (nucléaire civil et militaire, retraitement de ses déchets, nanotechnologies, CO2,…). Jusqu'à la croyance au transhumanisme, qui prétend faire reculer les limites de la vie jusqu'à rendre les êtres immortels... quitte à greffer des prothèses sur des "êtres" qui ne seraient plus que chimères génétiquement modifiées, des "artéfacts", selon l'expression de Miguel Benasayag.
Croyance encore en l'assurance que le capitalisme s'effondrera de lui-même et qu'il suffit d'attendre.
Une autre croyance a prétendu combattre cette logique capitaliste, mais sa conception reposait sur une logique semblable : la main invisible du marché étant remplacée par une avant-garde éclairée et son "grand soir" qui allait renverser le mur, au nom d'une non moins chimérique société d'abondance, confondue avec un progrès matériel tout autant déifié, où le gâteau serait mieux partagé mais dont le couteau serait tenu par une "nomenklatura".
Croyance enfin dans notre ethnocentrisme occidental et son "bien être", alors qu'il faudrait plusieurs planètes pour que l'ensemble de l'humanité puisse y accéder et qu'aucune culture n'est supérieure aux autres et ne peut dicter "sa loi" au monde entier.

Comment ?

Au bout du bout, ce sont des choix où chacun apporte sa pierre au quotidien, où chacun est différent et en même temps égal à l'autre pour construire collectivement notre maison commune.
Parce que nous refusons l'uniformisation pour que vive le métissage, pour retrouver ici, là-bas et ensemble, notre dignité et pour faire vivre concrètement notre solidarité, pour redonner sens au beau mot d'émancipation.
Parce que pour décroitre nous devons "décroire" pour expérimenter les chemins de la démocratie.
Parce que nous aimons la vie.

Claude RAMIN,
Christiane DUC-JUVENETON.

Certains discours font encore plus regretter celui qui sut si bien chanter Ma France !
C'est sans doute pour cette raison que la lettre adressée par Philippe Torreton, sur la Toile, à Jean Ferrat, a ému beaucoup d'internautes.
Partageons cette émotion :

Jean,

J'aimerais te laisser tranquille, au repos dans cette terre choisie. J'aurais aimé que ta voix chaude ne serve maintenant qu'à faire éclore les jeunes pousses plus tôt au printemps…

Pardon te t'emmerder, mais l'heure est grave, Jean. Je ne sais pas si, là où tu es, tu ne reçois que le Figaro, comme dans les hôtels qui ne connaissent pas le débat d'idées. Je ne sais pas si tu vois tout, de là haut, ou si tu n'as que les titres d'une presse vendue aux argentiers proches du pouvoir pour te tenir au parfum, mais l'heure est grave !

Jean, écoute-moi, écoute-nous, écoute cette France que tu as si bien chantée, écoute-la craquer, écoute la gémir, cette France qui travaille dur et rentre crevée le soir, celle qui paie et répare sans cesse les erreurs des puissants par son sang et ses petites économies, celle qui meurt au travail, qui s'abîme les poumons, celle qui se blesse, qui subit les méthodes de management, celle qui s'immole devant ses collègues de bureau, celle qui se shoote aux psychotropes, celle à qui on demande sans cesse de faire des efforts alors que ses nerfs sont déjà élimés comme une maigre ficelle, celle qui se fait virer à coups de charters, celle que l'on traque comme d'autres en d'autres temps que tu as chantés, celle qu'on fait circuler à coups de circulaires, celle de ces étudiants affamés ou prostitués, celle de ceux-là qui savent déjà que le meilleur n'est pas pour eux, celle à qui on demande plusieurs fois par jour ses papiers, celle de ces vieux pauvres alors que leurs corps témoignent encore du labeur, celles de ces réfugiés dans leur propre pays, qui vivent dehors et à qui l'on demande par grand froid de ne pas sortir de chez eux, cette France qui a mal aux dents, qui se réinvente le scorbut et la rougeole, cette France de bigleux trop pauvres pour changer de lunettes, cette France qui pleure quand le ticket de métro augmente...

Jean, rechante quelque chose, je t'en prie, toi, qui en voulais à D'Ormesson de déclarer, déjà dans le Figaro, qu'un air de liberté flottait sur Saigon. Entends-tu dans cette campagne mugir ce sinistre Guéant qui ose déclarer que toutes les civilisations ne se valent pas ? Qui pourrait le chanter maintenant ? Pas le rock français qui s'est vendu à la Première dame de France. Écris nous quelque chose à la gloire de Serge Letchimy qui a osé dire devant le peuple français à quelle famille de pensée appartenait Guéant et tout ceux qui le soutiennent !

Jean, l'Huma ne se vend plus aux bouches du métro, c'est Bolloré qui a remporté le marché avec ses gratuits. Maintenant, pour avoir l'info juste, on fait comme les poilus de 14/18 qui ne croyaient plus la propagande, il faut remonter aux sources soi-même, il nous faut fouiller dans les blogs... Tu l'aurais chanté, même chez Drucker, cette presse insipide. Ces journalistes fantoches qui se font mandater par l'Elysée pour avoir l'honneur de poser des questions préparées au Président, tu leur aurais trouvé des rimes sévères et grivoises...

Jean, l'argent est sale, toujours, tu le sais… La justice avance péniblement grâce au courage de quelques uns, et l'on ose donner des leçons de civilisation au monde...

Jean, l'Allemagne n'est plus qu'à un euro de l'heure du STO [le service du travail obligatoire sous l'Occupation], et le chômeur est visé, insulté, soupçonné. La Hongrie retourne en arrière ses voiles noires, gonflées par l'haleine fétide des renvois populistes de cette droite "décomplexée".

Jean, la montagne saigne, son or blanc dégouline en torrents de boue, l'homme meurt de sa fiente carbonée et irradiée, le poulet n'est plus aux hormones mais aux antibiotiques et nourri au maïs transgénique. Et les écologistes n'en finissent tellement pas de ne pas savoir faire de la politique. Le paysan est mort et ce n'est pas les numéros de cirque du Salon de l'Agriculture qui vont nous prouver le contraire.

Les cowboys aussi faisaient tourner les derniers indiens dans les cirques. Le paysan est un employé de maison chargé de refaire les jardins de l'industrie agroalimentaire. On lui dit de couper, il coupe, on lui dit de tuer son cheptel, il le tue, on lui dit de s'endetter, il s'endette, on lui dit de pulvériser, il pulvérise, on lui dit de voter à droite, il vote à droite... Finies les jacqueries !

Jean, la Commune n'en finit pas de se faire massacrer chaque jour qui passe. Quand chanterons-nous "le Temps des Cerises" ? Elle voulait le peuple instruit, ici et maintenant ; on le veut soumis, corvéable, vilipendé quand il perd son emploi, bafoué quand il veut prendre sa retraite, carencé quand il tombe malade... Ici, on massacre l'École laïque, on lui préfère le curé, on cherche l'excellence comme on chercherait des pépites de hasards, on traque la délinquance dès la petite enfance, mais on se moque du savoir et de la culture partagés...

Jean, je te quitte, pardon de t'avoir dérangé, mais mon pays se perd et comme toi j'aime cette France, je l'aime ruisselante de rage et de fatigue, j'aime sa voix rauque de trop de luttes, je l'aime intransigeante, exigeante, je l'aime quand elle prend la rue ou les armes, quand elle se rend compte de son exploitation, quand elle sent la vérité comme on sent la sueur, quand elle passe les Pyrénées pour soutenir son frère ibérique, quand elle donne d'elle-même pour plus pauvre qu'elle, quand elle appelle, en 54 par temps d'hiver, ou en 40, à l'approche de l'été. Je l'aime quand elle devient universelle, quand elle bouge avant tout le monde, sans savoir si les autres suivront, quand elle ne se compare qu'à elle même et puise sa morale et ses valeurs dans le sacrifice de ses morts...

Jean, je voudrais tellement t'annoncer de bonnes nouvelles au mois de mai...

Je t'embrasse.

Philippe Torreton

Merci de tout cœur d'avoir si bien exprimé dans votre dernier article de ce mois le fond de mes pensées citoyennes et l'urgence du moment que nous vivons. Il nous reste maintenant non plus la vigilance, mais la volonté à toute épreuve. De nombreuses voix se lèvent enfin.

J.C., Le Clérimois.

***

Merci pour tout ce bon travail. Arriverons-nous à une économie de l'essentiel pour et avec tous ? Beaucoup de personnes, dont des postiers de mon quartier, pensent qu'il n'y a pas d'autre choix, par exemple que l'orientation de la Poste devenue Banque Postale est irréversible. Une postière m'a regardé de travers quand je lui ai dit qu'un choix peut être combattu par un autre choix. J'ai vu qu'elle avait peur pour son emploi. Ils sont sous la pression pour nous pousser à faire nous-mêmes les opérations avec des machines. Service public, où es tu ? Un bureau de poste est devenu une épicerie et une publicité pour vendre des gadgets, des assurances, des "placements". Et les employés ne sont plus un lien social mais des objets jetables.

R.V., Grenoble.

***

Le dernier numéro de la GR (1130) est à l'image de ce que j'attendais et je ne suis sûrement pas la seule. Je suis aussi très satisfaite de votre soutien à J-L Mélenchon.
Je pense à mon père ! Il aurait été heureux d'être à la Bastille avec ses pancartes, le 18 mars ! Il aurait été très heureux de constater que des mentalités commençaient à évoluer à la "gauche de la gauche" !
Je pense que la campagne du Front de gauche va poser des jalons...
Elle va impulser les actions de la gauche et obliger le PS à être à l'écoute des électeurs qui auront voté Mélenchon... qui ne prétend pas vouloir "raser gratis" :il explique, clairement, qu'une Assemblée Constituante pour une sixième république permettra de faire les réformes (des vraies, celles-là) en tenant tête au FMI, à la BCE, au traité de Lisbonne.

Puisse notre peuple montrer l'exemple aux autres pays européens, notamment à ceux qui votent bientôt et qui croulent sous la "Dette".
Alors, quand la sixième république sera fondée, il sera temps de prôner l'économie distributive car les mentalités auront (un peu!) changé.
On ne lâche rien !

P.S., Romainville.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France (régime intérieur pour la Poste. . . . . .23 euros.
soutien : + 14euros par an par exemplaire en plus chaque mois)
DOM . . . . . .25,45 euros.
TOM . . . . . .29 euros.
Extérieur, suivant les zones de la Poste. Au 1/1/2005 :
Zone 1 (Allemagne, Italie, Bénélux) . . . . . .27,80 euros.
Zone 2 (Espagne, Royaume-Uni, Suisse) . . . .27,15 euros.
Zone 3 (Canada, États-Unis) . . . . . .28 euros.
Zone 4 (Autre Europe, Afrique, P-, M-Orient) 27,50 euros.
Zone 5 (Amérique du Sud) . . . . . .29,90 euros.

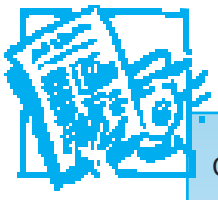
RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
88 Bd Carnot 78110 Le Vésinet France
par chèque bancaire,
ou par CCP : N° de compte 1340239M020
références internationales depuis octobre 2007:
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) DE *LA GRANDE RELÈVE* À PARTIR DU N° .....
VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE, SELON LES NORMES IMPOSÉES PAR LA POSTE :

PRÉNOM, NOM .....
IMMEUBLE .....
N° ET VOIE .....
CODE POSTAL ET COMMUNE ☐☐☐☐☐ .....

Je commande les ouvrages suivants : .....
.....
.....
J'envoie pour cela la somme de ..... euros
par chèque .....
date signature



CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, il s'agit de rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, réalisable écologiquement et matériellement.

Pour cela, la monnaie capitaliste, qui est une monnaie "de dette", doit être remplacée par une monnaie qu'on ne puisse pas "placer" pour "rapporter", donc qui ne circule pas.

Cette monnaie "distributive" est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise (comme un timbre ou un ticket de transport), tout en laissant au consommateur la liberté de ses choix. Monnaie et production, créées et utilisées au même rythme, sont ainsi deux flux permanents qui s'équilibrent.

Le débat politique porte alors, à l'échelle appropriée, sur ce qui sera produit et dans quelles conditions, donc sur l'importance relative des trois parts à faire dans la masse monétaire :

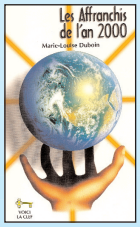
- *pour financer la production,*
- *pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus),*
- *pour garantir à tous les citoyens un revenu suffisant.*

Les décisions ainsi prises n'ayant pas de retombées financières personnelles, l'intérêt général prime sur l'intérêt privé et la démocratie devient possible en économie.

SUGGESTIONS DE LECTURES

- **JACQUES DUBOIN**
  Extraits choisis dans son œuvre (1 euro)
.
- **ET SI ON CHANGEAIT ?**
  Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (3 euros).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**



Un roman de M-L DUBOIN, qui explique les mécanismes de l'économie distributive à l'aide d'exemples et tente de montrer ce qu'elle apporte à la société (13 euros).

- **MAIS OÙ VA L'ARGENT ?**
  par MARIE-LOUISE DUBOIN,

l'étude de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer.(édition du Sextant, 240 pages, 13 euros).

- D'anciens numéros sont disponibles (1 euro)
- Des textes sont téléchargeables sur notre site internet. Par exemple :
- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**

le texte d'une conférence d'ANDRÉ PRIME.

(Tous les prix indiqués sont franco de port).

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : *Marie-Louise DUBOIN*

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : *Anne-Laure WITSCHGER*

Imprimé à Toulouse par Imprimerie 34

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Téléphone *seulement les lundi et mardi et de 15 à 18 heures* : 01 30 71 58 04

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Nouveau site internet : http://economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)